

1.1 PIB, croissance et déficit public

En 2017, le produit intérieur brut (PIB) en volume accélère nettement (+ 2,2 % après + 1,2 % en 2016 et + 1,1 % en 2015). La croissance retrouve ainsi un rythme proche de celui observé avant la crise de 2008 (autour de 2 % par an en moyenne sur la période 2000-2007).

La production accélère de façon notable en 2017 (+ 2,5 % après + 1,5 % en 2016). La production manufacturière accélère (+ 2,1 % après + 1,7 %), mais demeure inférieure de 5 % à son plus haut niveau atteint en 2007. Sa progression s'accroît dans la plupart des branches, à l'exception de l'agroalimentaire qui ralentit (+ 0,3 % après + 0,7 %). Dans l'agriculture, la production se redresse après une très mauvaise année 2016 (+ 2,2 % après - 5,4 %). L'accélération de la production est très marquée dans la construction (+ 3,4 % après + 0,2 %) ainsi que dans la plupart des branches de services principalement marchands (+ 3,0 % après + 1,9 %).

En 2017, les dépenses de consommation des ménages en volume marquent le pas (+ 1,0 % après + 2,1 % en 2016). Toutefois, les dépenses de consommation sur le territoire national ralentissent plus modérément (+ 1,3 % après + 1,7 %) car le rebond des dépenses des touristes étrangers (+ 8,2 % après - 5,9 %) compense en partie la faiblesse de la consommation des ménages résidents. Les dépenses alimentaires se stabilisent (+ 0,0 % après + 0,9 %) tandis que celles en énergie diminuent (- 1,3 % après + 2,8 %) du fait d'une fin d'hiver 2016-2017 particulièrement douce. En revanche, les achats de biens manufacturés restent orientés à la hausse (+ 1,4 % après + 1,9 %) : les dépenses en matériels de transport (principalement d'automobiles) restent dynamiques (+ 4,1 % après + 7,4 %) et celles consacrées à l'habillement se redressent (+ 0,4 % après - 1,7 %).

La consommation des ménages financée par les administrations publiques augmente au même rythme qu'en 2016 (+ 1,7 %).

L'investissement de l'ensemble des agents économiques accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016). Son niveau dépasse

désormais en volume celui de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %) à cause d'achats très dynamiques de logements neufs. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. L'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %).

En 2017, les exportations accélèrent fortement (+ 4,5 % après + 1,5 %) et progressent plus vite que les importations (+ 4,0 % après + 3,0 %). En conséquence, le commerce extérieur contribue positivement à l'activité (à hauteur de + 0,1 point de PIB) pour la première fois depuis 2012. En revanche, en valeur, le solde extérieur se détériore sensiblement (- 7,0 milliards d'euros) en raison du rebond du prix des hydrocarbures.

En 2017, le déficit public au sens de Maastricht s'établit à 59,5 milliards d'euros soit 2,6 % du PIB, en amélioration de 16,4 milliards d'euros par rapport à l'année 2016 (3,4 % du PIB). Il retrouve pour la première fois depuis 2007 un niveau inférieur au seuil de 3 %. La part des recettes publiques dans le PIB augmente de 0,6 point grâce à un contexte économique favorable tandis que celle des dépenses publiques diminue de 0,2 point. Le déficit des administrations publiques centrales s'améliore de 11,5 milliards d'euros : le déficit de l'État s'améliore de 9,5 milliards d'euros, porté par des recettes liées aux impôts et cotisations sociales dynamiques (+ 6,0 %), et celui des organismes divers d'administration centrale (Odac) s'améliore de 2,0 milliards d'euros. L'excédent des administrations publiques locales se réduit de 2,2 milliards d'euros pour atteindre + 0,8 milliard d'euros. Les administrations de sécurité sociale deviennent excédentaires pour la première fois depuis 2008 : + 5,0 milliards d'euros en 2017 après - 2,2 milliards d'euros en 2016. Le poids de la dette publique dans le PIB progresse de 0,2 point pour atteindre 96,8 % (2 218,4 milliards d'euros). ■

Définitions

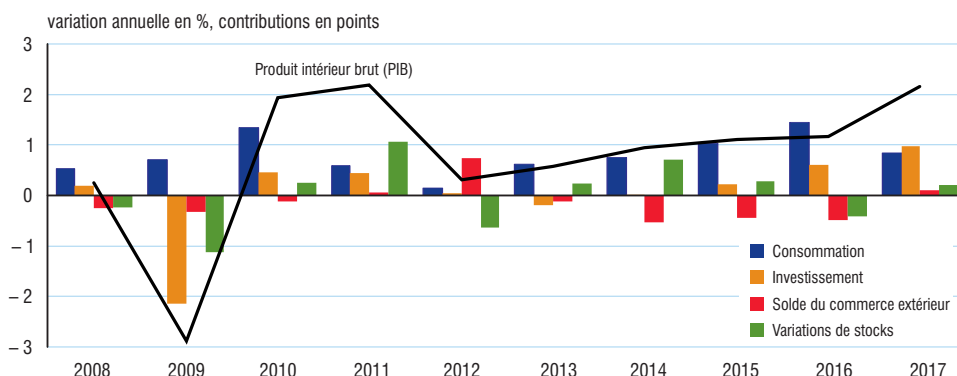
Évolutions en volume : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « Les comptes des administrations publiques en 2017 », *Insee Première* n° 1698, mai 2018.
- « Les comptes de la Nation en 2017 », *Insee Première* n° 1697, mai 2018.

PIB, croissance et déficit public 1.1

1. Contributions à l'évolution du PIB en volume



Champ : France.

Lecture : en 2017, la consommation contribue pour + 0,8 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2. PIB et opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2017		
	2015	2016	2017	Évolution des prix par rapport à 2016 (en %)	Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en points de %)
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	1,2	2,2	0,7	2 291,7	2,2
Importations	5,9	3,0	4,0	2,1	733,0	1,2
Ensemble des emplois finals	2,2	1,6	2,6	1,0	3 024,7	3,4
Consommation effective des ménages	1,4	2,0	1,1	1,1	1 592,8	0,8
<i>dont : dépenses de consommation :</i>						
<i>des ménages¹</i>	1,5	2,1	1,0	1,3	1 191,0	0,5
<i>individualisables des administrations publiques¹</i>	1,3	1,7	1,7	0,3	353,6	0,3
Consommation collective des administrations publiques	0,4	0,7	0,5	1,4	186,5	0,0
Investissement	1,0	2,8	4,5	1,2	515,9	1,0
<i>dont : entreprises non financières</i>	3,2	3,4	4,1	0,7	288,7	0,5
<i>ménages</i>	-1,5	2,8	5,6	1,9	120,9	0,3
<i>administrations publiques</i>	-4,6	0,2	1,4	1,7	77,5	0,0
Variations de stocks (en contribution au PIB) ²	0,3	-0,4	0,2	///	21,7	0,2
Exportations	4,6	1,5	4,5	0,8	707,7	1,3

1. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

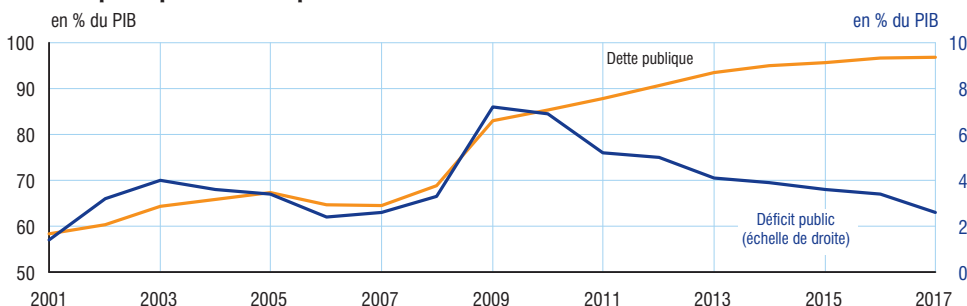
2. Y compris « acquisitions moins cessions d'objets de valeurs ».

Champ : France.

Lecture : en 2017, l'investissement contribue à hauteur de 1,0 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3. Dette publique et déficit public



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.